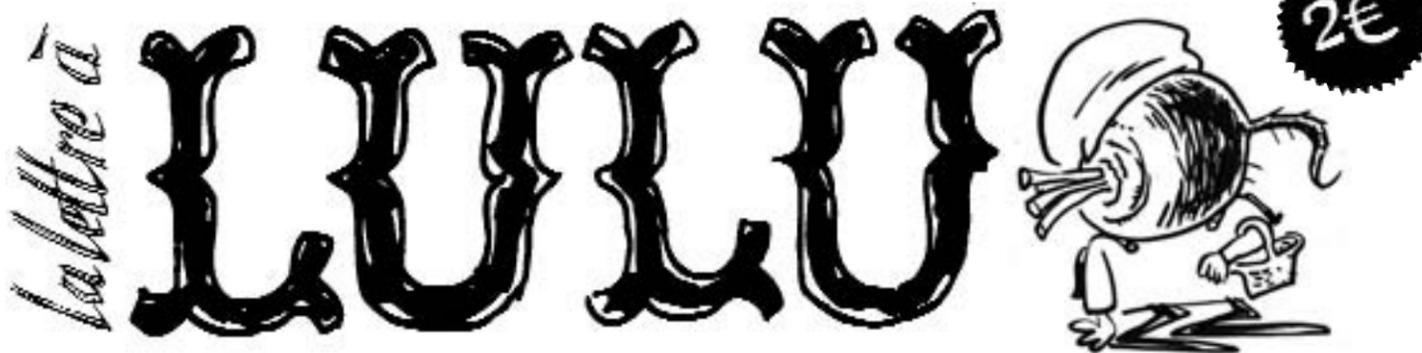


Le candidat à l'extrême-droite de Satan P. 7



Ventre malfamé n'a pas d'oseille

irrégulomadaire satirique N° 76, mai 2012

Savoir Vivre

Si on ne peut plus flanquer la valetaille dehors...

C'est l'obsession des coproprios du lotissement BCBG de Carquefou : expulser leur ex concierge.

Le petit personnel, à la rue ! Son grand père a été métayer du château. Quand le parc du château s'est vendu en lotissement chic en 1965, il est devenu gardien-jardinier. À sa retraite en 1994, sa petite-fille Eliane Dupé lui succède comme concierge à temps partiel. Ramasse feuilles, clé du tennis, entretien, gazon à tondre, menus services. Le maigre salaire du papy Albert est transformé en rémunération zéro pour sa petite-fille, boulot contre l'occupation de la maison et usage du potager. Du servage en bonne et due forme. En 2002, l'association des copropriétaires du lotissement Le Housseau, à Carquefou, veut la licencier comme une malpropre et récupérer la maison où elle loge avec sa mère handicapée. Problème, le contrat de travail n'est pas réglo du tout. Ce qui calme les ardeurs pour la virer. Il a été question de la remplacer par un couple de gendarmes retraités, mais rien de précis. Pourquoi ces rupins veulent tant mettre le grappin sur le lopin ? Spéculation immobilière ? Possible. Pour mettre de l'ambiance, certains proprios accusent leur concierge de détourner du matériel : elle mangerait le blé dédié aux canards de la mare. L'essence de la tondeuse, elle la boit, c'est sûr... Quand un chat se fait tirer dessus avec une carabine à air comprimé, c'est chez elle que débarquent les pandores pour une perquisition en règle. Malgré ces mesquineries, on lui fait un nouveau contrat. Pas pour longtemps. En 2009, après avoir revu leur copie, la majorité des coproprios lance un licenciement économique et une demande d'expulsion dans la foulée, le logement étant lié au contrat de travail. Division chez les 239 proprios : un comité de soutien se crée contre l'éviction, demande le maintien sur place contre un loyer modique. Les autres voisins chic disent que leur ex concierge est butée. Étant née ici et y ayant passé sa vie, elle s'incruste. Pire, elle « réclame un droit sur sol » ! Les HLM n'ont pas de solution de relogement. Une procédure est en attente aux prud'hommes pour licenciement abusif. Mais la machine à expulser est en route, les juges accordant juste des sursis. Hypocrites, les coproprios qui disent privilégier « une solution humaine et digne » envoient un huissier avec un commandement de quitter les lieux avant le 3 juillet. Pour une expulsion dignement humaine, forcément.

* « Chasse au serf chez les rupins », Lulu N° 38, novembre 2002 ; « Les proprios se prennent un râteau », N° 39, avril 2003 ; « La petite maison dans l'après ric rac », N° 72, avril 2011.

Voyage à Nantes

TOURISTES : LA TRAQUE IMPLACABLE

Le Voyage à Nantes s'annonce comme « une ville renversée par l'art ». Si l'événement touristique est mineur (il n'a pas 18 ans), ce parcours du mémorial à la cathédrale, de l'éléphant mécanique à la boutique du muscadet ambitionne quand même de ravir la vedette aux Jeux olympiques londoniens cet été. Mais le concept se cherche encore. Et la crêperie géante pourrait plomber le bilan.

► suite pages 2 et 3



Blé noir Donnez-nous notre touriste quotidien

Après les recettes LU, les artistes BN (bien nourris). Petit voyage sur place, au pays des chiffres implacables.

ON entend de ces choses, parfois, au bar, juste à côté de soi, en comptant sa petite monnaie de fin d'un mois. Un des frères Poiraud, ancien cinéaste accoudé, s'y vante que Jean Blaise, qui cherchait des idées pour voyager à Nantes, a trouvé géniale la sienne, pondue comme ça, «de faire la plus grande crêperie du monde». Et l'ancien directeur de LU de cuire un BN illico: «Il m'a filé 300 000€». Et d'expliquer que maintenant, de toute façon, il est temps de faire du blé, que c'est fini d'être roulé dans la farine. Il faut savoir se sucrer.

J'aimeuuh la galette

Faisons les comptes. Une crêperie à ce prix-là, en comptant un budget moyen à dix euros par client avec un demi-verre de cidre (les mangeurs de dix crêpes d'un coup étant rares chez les Japonais), il faudrait donc 30 000 clients pour équilibrer, soit 857 par jour s'ils décident sans se concerter d'être aussi nombreux tous les jours. Supposons. Sachant que l'événement voyageur nantais est doté d'un budget de 8,1 million d'euros, qu'il a dû réduire ses activités à 35 jours (du 15 juillet au 19 août), on retire donc l'enveloppe dé-

diée à la crêpe déjà rentabilisée par notre petit calcul à la con. Il reste 7,8 millions à financer par les cochons de payants de touristes. Concrètement, c'est un chiffre d'affaire de 222 857 euros par jour à assurer. Si le panier moyen que dépense un touriste est de 100 euros par jour, il faut donc 77 700 pèlerins sur 35 jours, soit 2 228 touristes quotidiens. L'événement voyageur annonce une quarantaine d'étapes, soit 55,7 touristes par jour et par lieu, s'ils s'accordent bien gentiment pour se répartir équitablement. On leur demandera.

Certes, on nous rétorquera que Churchill a dit qu'il ne croyait aux statistiques que lorsqu'il les avait modifiées. Mais il y a donc un problème: puisque la science implacable a sorti le chiffre utile de 2 228 clients par jour, et qu'ils sont déjà 857 à becqueter des crêpes labellisées *Voyage-à-Nantes*, il en reste 1 371 à nourrir qui ne vont pas renflouer l'événement. C'est à désespérer le trésorier payeur général. Il est donc probable que la crêpe va aplatis le Voyage à Nantes. Espérons qu'il en reste pour porter le deuil du fiasco au blé noir. ■

Enrico Chon de Pailan

Tout à 300 000 euros

Y'A pas que la crêperie maousse à 300 000 euros, dans la vie. Pour le même prix, on a aussi des forums. 300 000 euros, c'est le coût pour la collectivité qui a accueilli la manifestation du *Nouvel Obs* les 20 et 21 janvier, avec quelques ministres et des grosses têtes de la politique. 300 000 euros, c'est l'amende infligée à Total en janvier dernier pour avoir salopé la Loire en 2008.

300 000 euros, c'est la facture de la plaisanterie montée pour La Folle journée: installation provisoire d'une allée couverte reliant la Cité des congrès au Lieu unique. Un tunnel de barnum monté et démonté en quinze jours sur le mail. Un caprice de René Martin, l'organisateur en chef de La Folle journée, qui a imaginé indispensable que les gens ne soient pas mouillés

entre les deux lieux du festival. Comme excuse, il avance que ça n'a rien coûté au contribuable, la somme ayant été payée par des sponsors. Pur artifice de communication: le budget des banques et multinationales parfaitement désintéressées aurait pu être dépensé autrement, en partitions plaquées or et cachets de joueurs de trompettes russes. ■



Craie à tifs

Clusterisés sauvagement, la classe!

Une invasion de créatifs largue sur l'île de Nantes une nuée de braves boosteurs de croissance.

Le créatif sature l'espace. Les magazines des collectivités et la presse locale multiplient les titres ronflants: «métropole créative», «L'île de Nantes en ébullition créative»... C'est le top, the meuste, ce «Quartier de la création» va rendre l'île de Nantes si attractive et si terriblement tendance. Mais d'où vient cette vogue créatrice qui bouillonne tout soudain?

C'est l'air du temps. Pour être dans le ton, il faut saupoudrer n'importe quel discours des éléments de langage: production de biens créatifs, talents émergents, terreau créatif, pollinisation de porteurs de projets, stimulateurs de croissance en réseau, territoire en état d'effervescence, transfert d'expertise, pôle d'excellence, économie de l'innovation, fertilisation croisée. Pour une fois, pas besoin de placer durable dans toutes les phrases. Mais tant qu'à faire, ajouter un peu de mystère à ce pôle créatif, réputé plein d'«activités à fort contenu»*, comme dit Jean-Luc Charles, le directeur de la Samoa. Architectes, designers, éditeurs, stylistes, plasticiens, juristes, ingénieurs innovants, pros de la com, des médias et du numérique, tous générateurs de nouveauté, ils représenteraient «2% du PIB». Le tapis rouge se déroule sous leur regroupement. Dire *cluster*, faut causer moderne. Nantes sera donc créative ou ne sera pas.

Hâtifs créatifs

Les «industries créatives» ont

fait leur apparition dans le verbiage des technocrates locaux et des élus quand s'est créativé, créé pardon, le fameux «quartier de la création», dans la droite ligne de l'investissement mis sur la culture et l'image depuis les années 80. Royal de Luxe, les Allumées, histoire rabâchée. En 2006, un projet européen nommé ECCE (Economic clusters of cultural enterprises) décroche les premiers euros et commence à repérer les «entreprises privées créatives», de la pyrotechnie aux médias. Le nom s'est longtemps cherché: Campus culturel, Cité des arts et des sciences, cluster créatif, «H5», Cité de la connaissance, Campus des arts, et finalement Quartier de la création. On nous l'assène assez souvent: la culture (comme le tourisme), c'est avant tout de l'économie, du business induit, mais aussi de la com et du marketing territorial, dans la compétition farouche entre villes d'Europe. C'est la compète, il faut avoir l'air différent, alimenter la machine à attractivité, même si Lille, Marseille ou Toulouse font exactement pareil.

Messianique ta mère

Oui mais bon sang, c'est quoi cette foutue «classe créative» dont on nous rebat les esgourdes? «Un mot-valise», «Une classe messianique de substitution»*. Rappel par le sociologue non aligné Jean-Pierre Garnier: «Théorisée par Richard Florida, professeur canadien

de management et de marketing urbains, comme "l'acteur essentiel du développement économique des villes", la "classe créative" fait partie de ces néo-concepts forgés avec un double objectif: enterrer idéologiquement une bonne fois pour toute la classe ouvrière, les classes populaires en général; valoriser les "travailleurs de l'immatériel", c'est-à-dire la petite bourgeoisie intellectuelle.»** Élus au pouvoir (prononcer «gouvernance locale») et urbanistes ont grand besoin de ces petits agitateurs de l'économie immatérielle. Il y a donc une «entente entre les "entrepreneurs performants" et les "créateurs" en tout genre (c'est-à-dire entre les bourgeois innovants et les néo-petits bourgeois passés à leur service)»**. Des prolos, officiellement, il n'y en a plus depuis la fin des chantiers navals. Des prolos au sens de communauté de travail organisée. Mais des miséreux modernes, des bas-de-l'échelle, il y en a encore. Plus discrets, moins groupés. Des invisibles qui sortent les poubelles, les baby sitters des créatifs, des exclus que le restaurant social Pierre-Landais s'efforce de nourrir. Du populo pas très bankable pour doper l'attractivité. Faut faire clusterisette aux gentils monsieurs. ■

Alexandre Mèche-Etoffe

* Nantes, l'invention d'une ville, le mook, éditions Autrement

** La classe créative, un nouveau mythe urbain, <http://blog.agone.org>

Ficelle

Ça tombe allo

Comment on dit allo, en japonais? En attendant, sur place et en français, pas évident. Un lecteur de *Lulu* a cherché à contacter le Voyage à Nantes. Après des essais auprès des responsables de la manifestation Estuaire et de l'office de tourisme, il est orienté vers Nantes culture patrimoine, la SEM qui chapeaute ce bel événement. Malgré une bonne trentaine d'essais le même jour de mai, il n'a jamais eu que le fichu répondeur. Sempiternelle boucle des horaires d'ouverture, systématiquement suivie de «En raison d'un trop grand nombre d'appel, nous ne pouvons donner suite à votre appel, merci de renouveler votre appel...» Conseil: surtout pas rappeler, ça va saturer encore plus. Aux dernières nouvelles, on cherche des pots de yaourt et de la ficelle. De Nantes à Tokyo, prévoir 10 022 km de fil. Moshi moshi, ne coupez pas... ■

Beurre salé

Après les recettes LU, les artistes BN (bien nourris). Petit voyage sur place, au pays des chiffres implacables.

EN découvrant les projets du Blaise Trip, on se dit que si une poignée d'artistes et de potes locaux ont bien le droit de faire leur beurre, la note est tout de même salée. Le clip de Gaëtan Chataignier vu par quelques milliers de personnes (sans doute pas par les 81 200 nantovoyageurs nécessaires, en mixant amateurs de crêpe digestible, d'œuvres pérennes et d'esclavage aboli); Pierrick Sorin qui va vendre des rouleaux de tickets d'entrée à son atelier car cette année il n'y a pas de nouvelle rétrospective-entièrement prévue; les crêpes aux Poiraud; le grand manège de François Delarozière et Pierre Oréface, Royal de Luxe pour un western en ville, on ne pourra pas reprocher de ne pas

faire bosser l'artiste local, de ne pas croûter locavore. Ensuite, qu'on ait le sentiment que ce soient toujours les mêmes qui se crèment la portion, ça, c'est sans doute du mauvais esprit.

La vérité est que le Voyage à Nantes est un redoutable piège. Les 8,1 millions d'euros n'ont pas été attribués pour attirer du touriste, mais pour que la petite aristocratie délavée à trop servir explose en plein vol le 20 août comme la retombée annoncée de la station Mir jadis par le couturier Paco Rabanne, autre allumé, mais pas de Nantes. *Atomic circus* est le nom du film tourné jadis par le nouveau crêpier-en-chef. Un film d'anticipation? ■

ECP

Les aventures palpitantes du concept du VOYAGE à Nantes



Martel

La sainte croisade immobilière

Les ultras de bénitier relancent le marché immobilier : un château dans le vignoble, un projet d'église en ville. Et à la mer ?

Au sein (que je ne saurais voir) de la Fraternité Saint-Pie X, quand on ne dénonce pas le sexe, la drogue, les hérétiques, l'avortement, la « fumée de Satan » dans l'Église officielle depuis Vatican II, le vol des églises à la Révolution française, et le pape à l'occasion, on ne manque pas de projets immobiliers. Le rachat d'un castel dans le vignoble à Château-Thébaud se double d'un projet de construire une église au 25, rue François-Brunneau dans un coin chic de la ville, où les intégristes ont déjà une chapelle dans un ancien atelier d'électricien.

Les anges gardiens de l'urbanisme

Dans leur bulletin, *L'Hermine*, les curetons ultra demandent à leurs ouailles d'« invoquer les anges gardiens de chacun des employés qui auront (sic) à se prononcer sur ce permis de construire, afin que nous l'obtenions sans difficultés supplémentaires ». Le bâtiment prévu ferait 37 m de long, pour 17,5 de large, soit 400 places, presque le double de l'actuel. Pour le financement, les ouailles de tout le département ont été tapées. Et ça coûte combien cette plaisanterie? Mystère et boule de gomme. Le prieur refuse de répondre. L'architecte de Bouaye à qui a été confié l'étude n'exerce plus, mais bon, on peut tout faire à l'arrache.

Pour le nom du local à prière, ce sera Saint-Émilien, « choisi comme évêque de Nantes au moment où les Sarrazins franchissaient les Pyrénées pour étendre l'islam dans nos contrées ». Autant dire une église baptisée comme une croisade. Selon la légende, de tradition orale jusqu'au xv^e siècle, ce hiérarque catho, ancien bidasse, aurait aussi été chef de bande et auteur de plusieurs « succès militaires », mais quand même ratatiné par l'ennemi. Certains exégètes doutent pourtant de son existence, saint Émilien n'aurait été inscrit sur aucun des anciens catalogues des évêques de Nantes. Pour Marcel Launay, l'historien du diocèse, « C'est une légende. Il n'y a aucun texte valable prouvant qu'Émilien a bien vécu au vi^e siècle. Compte tenu de toutes ces incertitudes, il a été retiré du calendrier des saints du diocèse par monseigneur Vial, en 1967 ».* Toujours avec leur sainte horreur des officiels, les intégristes défendent leur Étienne fondateur d'arabe mais lâchement « exclu du calendrier ». Voilà le proscrit de l'Église romaine réhabilité par la bande.

* *Ouest-France*, le 6 mars 2012

Classé X

L'hosto vendu aux ultrabigots

Du caducée à l'extrême bénitier il n'y a qu'un pas. Franchi. L'ancien morceau d'hosto va dispenser la bonne parole ultra catho des fidèles de Mgr Lefèvre. L'hôpital a signé un compromis de vente avec l'association Louis-Martin créé pour l'occasion dans le giron des intégristes de la Fraternité Saint-Pie X (qui n'est pas classée X, mais c'est juste un chiffre romain, numéro d'un pape). Adjudgé vendu pour 1,4 millions d'euros, montant entériné par le conseil de surveillance du CHU en décembre dernier. Les vignes sont

vendues à part au vigneron qui en faisait déjà du muscadet. À Château-Thébaud, l'ancien hôpital de La Placelière a été un manoir du négrier Guillaume Grou, ratiboisé par les guerres de Vendée, reconstruit, dévolu à un centre de rééducation pour soldats invalides, puis une maison de retraite, le tout cédé au CHU après guerre à condition que ce soit un établissement de soins pendant 60 ans. Six décades plus tard, le bâtiment du xix^e siècle de 6000 m², et les 20 ha de terrain (dont 6 ha de vignes), ont été mis

en vente. Acquéreur: l'association Louis-Martin, liée au prieuré Saint-Louis, alias Fraternité Saint-Pie X, qui cumule déjà une école et un collège hors contrat, pour une bonne centaine d'élèves qui sont aussi scouts, guides, louveteaux, tous au garde à vous quoi qu'il arrive. Comment ces intégristes ont-ils récupéré le pactole pour créer leur école? Ancien pharmacien hospitalier, chez qui l'association est domiciliée, Monsieur Raynaud répond cash: « Je suis une tombe, je ne dirais rien ». Prière de fermer sa gueule.

De Bouïard fait sa BA

Ces intégristes de la Fraternité Saint-Pie X bénéficient d'un soutien en vue: tous les ans en octobre, la paroisse de ces cathos extrêmement droitiers est délocalisée à La Chapelle-sur-Erdre, dans la propriété de l'agent de voyage Olivier de Bouïard qui prête « gracieusement » son château de La Poterie, lieu spécialisé, justement, dans les séminaires.

Ruée dans les brancards

Le projet d'aéroport pousse la discipline de parti à se lézarder. Le triton crêté n'y est pour rien.

Ça faisait deux ans qu'ils avaient un bœuf sur la langue. Deux ans que la commission agricole du PS de Loire-Inférieure s'est déterminée contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Deux ans que les caciques roses leur avaient intimé l'ordre de ne pas rendre publique leur position. Le secret était mal gardé et les paysans les plus engagés dans la lutte contre le projet ont fortement poussé leurs collègues sociaux à enfin révéler leur opposition. Le 18 avril, face aux grévistes de la faim, ces paysans PS* ont bravé l'interdit imposé par leur parti et demandé l'arrêt des expropriations. Depuis qu'Ayrault est ministrable, la dissidence ose s'exprimer. Au même moment, d'autres voix discordantes à la discipline du parti, la section PS de la communauté de communes Erdre et Gesvres (le secteur de ND-des-Landes) et les élus communistes de Blain, ont rejoint officielle-

ment les opposants à l'aéroport. Le bloc du PCF avait déjà une brèche, avec sa section Vendée déclarée depuis longtemps opposée au projet. Voilà l'unanimité du PS, jusqu'ici bien rangé derrière Ayrault, qui se lézarde. Même si certains maintiennent le grand écart comme Yves Daniel, ancien paysan, toujours gérant d'un GAEC récemment converti au bio, conseiller général PS, candidat aux législatives sur la 6^e circonscription, celle qui englobe la zone du projet. Lui est toujours partisan du projet mais, pour un paysan, accepter la disparition de surfaces agricoles et l'expulsion des exploitants, c'est de la haute trahison. Côté Confédération paysanne, il a fallu que la base la plus mobilisée dans la lutte pousse à s'engager fermement contre l'aéroport, après avoir appris, et assez mal pris, les rencontres sous condition de dirigeants locaux de la Conf avec des conseillers de

Hollande, acceptant pour préalable l'interdiction de parler de ND-des-Landes. Un comble. Les dirigeants de la Conf ont dû reprendre un ton un peu plus combattif, d'autant qu'il y a bientôt des élections à la chambre d'agriculture**. D'autres structures comme le Gab, les Civam*** se sont fortement mobilisées depuis que leurs collègues ont reçu les papiers officiels d'expropriation. Un engagement qui perturbe la majorité PS au conseil général, puisque ce sont habituellement des partenaires privilégiés. Pas facile de détruire la campagne et d'y garder des relations. ■

* Jacques Carroget, Dominique Michenot, Joseph Pelé et Michel Loquet
** Celle de Loire-Inférieure est la seule dont la Conf a jamais eu la présidence, de 2001 jusqu'en 2007, où la FDSEA lui a repris la majorité.
*** Groupement des agriculteurs biologiques, Centre d'information et de vulgarisation agriculture en milieu rural



Pâquerettes

Le pot-de-vin est à la baisse

La petite corruption des journalistes est passée aux tarifs low cost. De quoi, de quoi ? C'est en fin de l'article.

TOUT le monde il est content. Vinci, le Voyage à Nantes, Volotea... C'est les trois V de la victoire des plus légers que l'air. Nantes accueille Volotea, nouvelle compagnie aérienne lowcost qui a fait le buzz avant de décoller. C'est à Venise, sa première base annoncée avant Nantes, qu'est né le tollé. La révélation du recrutement à péage, 100 euros pour être candidat à une embauche comme steward, 400 pour briguer un poste de pilote, a obligé les dirigeants de la compagnie à dire qu'ils tombaient des nues. Un parachute comme un autre pour désavouer la boîte de recrutement, et annoncer que les sommes seraient remboursées*.

La Fédération italienne des travailleurs du transport (Filt, selon le sigle italien) a publié un communiqué incendiaire dénonçant les « cycles de travail humainement inacceptables » d'un service qui prévoit six vols par jour, et des salaires de 1035 euros brut mensuels pour le personnel de cabine, plus 5% sur les ventes à bord. De plus, chacun doit payer son uniforme avec une retenue de 75 euros par mois pendant un an, plus un ticket d'entrée de 900 euros pour les quatre jours de formation à Madrid où les candidats doivent aussi payer l'aller et retour en avion et leurs frais de séjour.

« Ça ressemble à un film qu'on a déjà

vu, et dont on connaît la fin. L'expérience des années précédentes [avec une flopée de compagnies low cost Volare Web, Myair, Alpi Eagles qui ont vite disparu] ont été des situations dramatiques avec de graves conséquences sociales et l'élimination de postes de travail**», a prévenu Maria Cristina Marzola, de la Filt de Venise. Presse Océan a aussi dénoncé « les coulisses de la low cost Volotea ». Il y a vraiment des journalistes ingrats. Rares. À Nantes, tous ceux qui étaient présents à la conférence de presse ont empoché sans rien dire le billet d'avion offert, un aller-retour pour deux personnes sur les nouvelles lignes au départ de Château Bougon. Soit un cadeau perso de quelque 120 euros. C'est du petit joueur, mais on est en province. Et c'est du gagnant gnan-gnan. La bouffe à bord, le truc à boire dans les nuages, c'est en rab. Un bagage en soute vaut 15 euros s'il pèse plus de 23 kilos. 12 euros par kilo de rab. Choisir son siège près du hublot ? 6 euros. Avec espace pour les jambes ? 13 euros. S'asseoir à l'avant ? 10 euros de plus. En fait, ces billets de faveur, c'est des attrape-nigaud pour obliger les faux privilégiés à rallonger, une fois embarqués. Les journalistes, ça se laisse facilement embarquer dans de ces trucs... ■

Clément Adclair

* Expansion.com, 13 mars 2012
** hotelstur.com, le 2 avril 2012

Pépépé

Pour Vinci dire

Projet d'aéroport ? Investissements publics, profits privés refileés direct aux actionnaires de la multinationale Vinci. Nom de code : Partenariat public-privé. Ce pépépé promu ici par le PS, est ailleurs fustigé par le même PS. Le PS qui approuve à Nantes cette combinaison est nationalement contre. Pendant la campagne, Alain Rousset, le porte-parole de François Hollande pour l'industrie, l'innovation et les PME a fustigé les partenariats public-privé, plombant les partenariats publics et massacrant les PME du bâtiment. « L'appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement de service public fait entrer les partenaires publics, dans un mécanisme d'endettement* », a expliqué Rousset. Ayrault va le priver de dessert.

* AFP du 25 avril 2012

An O1

On arrête tout

ND-des-Landes, point de non retour, qu'ils disent. Ah bon ? Comme Plogoff, le Larzac, ou plus proche, Le Pellerin, Le Carnet et Donges-Est.

P our défendre l'aéroport de Notre Dame-des-Landes, une nouvelle justification est apparue, timidement pour l'instant, mais on risque de l'entendre de plus en plus. C'est l'argument du pragmatisme résigné : « De toute façon c'est trop tard, les indemnités à verser à Vinci en cas d'abandon du projet coûteraient trop cher. » Vinci aurait si bien verrouillé son contrat qu'il obtiendrait de conséquent dédommagements. Cette question s'est déjà posée ailleurs, aux Amériques, et a été tranchée par les Yankees qui ont préféré l'abandon au gouffre financier. « En 1984, les industriels du nucléaire [américain] annulèrent la construction d'au moins une douzaine de centrales lorsqu'il se rendirent compte qu'il était plus économique d'arrêter les chantiers que de terminer les centrales et de les mettre en route », explique L'industrie du mensonge, relations publiques, lobbying et démocratie, de John Stauber & Sheldon Rampton, qui vient de sortir aux éditions Agone. On n'est quand même pas plus cons que les Américains, quand même ! La presse commence à évoquer un abandon du projet*. Machine arrière ? Petit rappel. L'usage de la marche arrière est déconseillé dans les avions. Les contrôleurs aériens n'aiment pas du tout régler les croisement en mode reverse. Mais si on n'a pas démarré, il suffit de faire enlever le tout par la fourrière. ■

* Le journal Terra éco du 26 mars 2012* pose la question : « Aéroport de Nantes: faut-il faire machine arrière ? Un retour en arrière est-il encore envisageable ? »



Bétaillère low cost

La panade dans laquelle s'est enlisée Air Austral qui, depuis février 2011, relie Nantes à la Réunion montre sur quoi on mise avec le lowcost. Un article du magazine Capital* explique que malgré son idée lumineuse de trans-

former l'A380, le plus maousse des zingues du monde, en « bêtaillère low cost », cette compagnie est surendettée, sous perfusion de subventions publiques, multiplie les condamnations en justice, pour harcèlement moral, ou pour avoir forcé un pilote à décoller malgré une météo d'épouvante alors que tous les appareils autour sont restés cloués au sol en attendant la fin du cyclone. Le patron d'Air Austral vient de démissionner. Sans doute la trouille de se faire tailler un low-costard. ■

* « Air Austral: enquête sur une compagnie qui a perdu la tête », 10 avril 2012



Histoire d'eau

La Beaujoire asséchée

Le Voyage à Nantes a encore du boulot pour attractiviser notre contrée. On peut manger au salon du tourisme, en janvier à La Beaujoire, mais on n'y boit qu'en plastique tarifé. Une lectrice de Lulu y était. Elle déjeune, demande une carafe d'eau. Ah non. Pas possible. Selon le serveur, « Il n'y a pas de point d'eau... » ! Sa cliente aperçoit quand même un évier, montre du doigt le robinet, mentionne qu'on ne peut pas lui refuser

l'eau municipale. Le serveur va se renseigner : « L'eau n'est pas potable ! », selon sa direction. On en déduit que le café est préparé à l'eau non potable, la vaisselle lavée avec ce même liquide putride. Faut espérer que les services municipaux installent vite l'eau courante sanitairement admissible, sous peine de voir la note de ville verte 2013 dégradée publiquement par une agence de natation en eau saumâtre. ■

Canapés

Je connive, tu paies la note, on se connaît pas

Presse et politique sont copains, mais de loin. C'est ce qu'ils disent.

L'INDÉPENDANCE de la presse est un plat qui se rumine froid... Manger à la table des hommes politiques sans leur servir la soupe, c'est un métier. Proche mais pas trop! Le 15 mars au CCO de Nantes, le club de la presse locale a servi à l'heure de l'apéro un vrai plan de com pour casser l'image maudite qui pourrit le couple politique-journaliste. Sur l'estrade, on fait semblant. Ensuite, on boira des coups.

Qui a dit qu'il y avait des retours de canapé et des renvois d'ascenseur entre gazetiers du coin et responsables politiques? Allons, allons. Pas de bisou bisou, ni de confessions sur l'oreiller, on sait se tenir! Même si «la proximité existe, mais moi, je suis vigilant: je garde mes distances», minauda Marc Dejean, rédac chef de Presse-O. Avec lui, ça file droit: «Je ne supporte pas qu'on me dise ce que je dois penser, qu'il existe des liens de connivences avec les hommes politiques.»

«Je ne pense pas qu'il y a trop de proximité», tempère le député écolo François de Rugy qui cherche seulement à «comprendre comment fonctionnent les journalistes» (alors qu'il est justement marié à une ancienne journaliste de la locale de M6, Emmanuelle Bouchaud). Parce qu'il en connaît un paquet d'hommes politiques qui aimeraient passer dans les médias! «Mais je ne citerai personne», coupe court le candidat à sa réélection aux législatives sur la circonscription de Nantes-Orvault.

Patron, une pression!

Le débat ronronne sur les rapports entre presse et politique. Communicants, journalistes, hommes politiques se livrent à une belle démonstration pas-de-ça-chez-nous face à un public sous sédatif. Bon client des médias, il y a aussi François Pinte, patron de l'UMP en Loire-Inférieure et candidat dans la circonscription de François de Rugy. Quatre journalistes, Marc Leduc (Ouest France), Christine Vilvoisin (France3), Marc Dejean (Presse-O) et Cécile Petident (Le Canard social) rejettent mollement toutes formes d'acointances avec les politiques. Ça ne

mange pas de pain de le dire. Pourtant, l'heure est grave, la popularité des journalistes flirte avec la côte des arracheurs de dents. «63% des Français considèrent que les journalistes ne sont pas indépendants face aux pressions des partis politiques et du pouvoir», dit un sondage de la TNS Sofres qui enterne un peu plus chaque année la crédibilité d'une presse mal aimée et malade de ses collusions. On se demande bien pourquoi.

Tournez ménages

François Pinte a sa théorie sur ce désaveu: «Il y a danger lorsque par exemple Télé Nantes est financée par l'argent des collectivités locales, toutes à gauche. Jusqu'où peut-on aller dans la critique dans ces conditions-là? Et quand on emmène tous frais payés les journalistes en voyage de presse, il y a de fortes chances qu'au bout, l'article soit sympa. Je pense qu'il faut se donner des codes: ce serait plus simple si les rédactions payaient leurs voyages de presse.» Et le prof en déontologie journalistique de prévenir les localiers autour de la table: les piges, les ménages*, l'animation de tables rondes pour le compte de collectivités locales, «tout ça est risqué». L'estrade tousse, tique, ergote. «Je ne peux pas laisser penser qu'on fait des ménages: en tout cas, moi, je n'en fait pas! Et personne n'en fait ici...», s'engage un peu vite Marc Leduc qui n'a pas vu la mine étouffée de ses confrères à la tribune. On ne rit pas! Les ménages*, ces à-côtés commerciaux, c'est vilain.

Pas des robots

François de Rugy calme le jeu. Manquerait plus qu'on se fâche avant les législatives. Et puis, «on sait que ça existe des personnalités politiques qui appellent les journalistes pour les intimider, les engueuler, les menacer, etc.», balance le député Vert qui se méfie «des robinets à informations». Les tweets: c'est pratique. Plus besoin de faire de communiqués de presse: «Les journalistes relaient nos actions, reprennent nos réactions aussitôt», jubile François Pinte. De vrais petits soldats de

la com'. Soyons sérieux, le journaliste «se fait inviter à déjeuner, à petit-déjeuner, pas encore à dîner», dit Christine Vilvoisin, rédactrice adjointe au bureau nantais de France3, mais ça ne m'empêche pas de dire ma vérité». La dame de l'ORTF admet qu'existe lors de ces tête-à-tête des moments «de séduction» de la part des politiques. «Mais on n'est pas des robots! Il m'arrive de biser des responsables politiques et entretenir une relation de proximité en ayant l'assurance de faire mon métier avec justesse», se défend Cécile Petident. De tout façon, «on n'a pas le temps de manger: c'est froid!», se plaint Marc Leduc face à un François Pinte grimaçant, alors que les deux hommes ont partagé la soupe quelques jours auparavant. L'ingrat! C'était pour le boulot, la salle a bien compris. D'autant que Pinte a le chic pour inviter dans une de ses cantines habituelles et à l'heure de la note, le restaurateur annonce au journaliste que c'est déjà réglé. N'empêche: à Nantes, la classe politique n'a pas à se plaindre. «Qu'est ce qu'on est gentil... j'aimerais bien qu'on aille gratter un peu plus quand même, sur des sujets politiques un peu plus pointus!», s'impatiente Cécile Petident. Des volontaires? François Pinte pouffe dans son coin et déballe une nouvelle théorie: «Les collectivités locales sont de gauche. Et comme 75% des journalistes se déclarent de gauche...» ■

Bo Ménage

*Prestations de journalistes dans l'exécution de tâches royalement rémunérées en marge de l'exercice de leur métier. Les cas les plus célèbres étant ceux réalisés par les stars du petit écran.



Tomaphotota

Le journalisme poulaga

EN février, un journaliste du Figaro a embarqué dans les fourgons de la police pour faire sur Saint-Nazaire un article à faire peur, portrait apocalyptique mixant classe dangereuse, alcool, misère, délinquance. Un tissu de clichés sécuritaires, bien dans la ligne du Figaro. Puis une équipe d'Elephant News, boîte de production prestataire pour l'émission «7 à 8» de TF1 a déboulé avec la volonté de mettre en images la même mission policière en milieu hostile. Le

23 février, la congrégation des archers du roi a donc effectué un contrôle routier au rond-point Océanis, devant caméra. Ali* un de ces contrôles, se rebiffe, demande au caméraman de ne pas le filmer, revendique son droit à l'image. «T'inquiète, tu seras flouté...», rétorquent le cadreur, puis le preneur de son qui ne veulent rien savoir et continuent de braquer leur boîte à images. Ali a un réflexe: il se met à la filmer lui-même avec son téléphone portable, rendant l'image inuti-

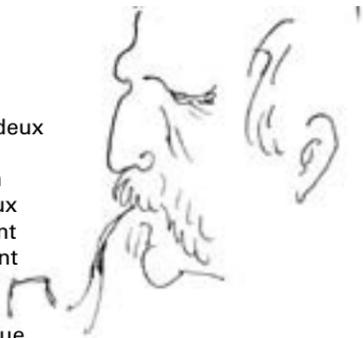
lisible. Le caméraman s'énerve (quand Ali lui lâche «T'inquiète, tu seras flouté») et, d'un revers de main furax, il fait voler le téléphone portable, qui se brise. Malgré un fort ratio de flic au mètre carré, uniformes, BAC, commandant de police, curieusement, personne n'a rien vu. Plainte irrecevable, dira le commissariat. Circulez, y a rien à voir sauf à la télé. Pour TF1, un citoyen n'est que de la viande à reportage. On ne discute pas avec la bidoche. ■

* Le prénom a été changé



Notre Dame débande

Le projet d'aéroport prend un coup dans l'aile. Montée de la mobilisation paysanne, plus de deux cents tracteurs en ville par deux fois, 28 jours de grève de la faim obtenant un délai de près de deux ans, gelant les expropriations tant que les recours judiciaires ne sont pas épuisés. La grève de la faim a aussi joué un rôle de forum, de lieu de rencontre et de musique. Le coup d'œil et de crayon de Pich.



Nantes humiliée par un renifleur de picrate

La multinationale nantaise fugue dans un Eden de la fiscalité. Que fait la police municipale ?

L'ATTRACTIVITÉ de Nantes en prend un coup dans les carreaux. Notre plus beau fleuron, Eurofins, leader mondial de la bioanalyse agroalimentaire, pharmaceutique et environnementale, s'en va comme un voleur, déménageant sans tambour ni trompette son siège social au Luxembourg. Une contrée qui n'est pas du tout, c'est connu, un paradis fiscal, mais applique seulement un secret bancaire rigoureux, ce qui l'honore. Les trompettes ont pourtant régulièrement célébré Eurofins, qui traque polluants et OGM dans la bouffe, mais aussi traite des profils ADN, emploie quelque 12000 salariés, et détient 160 labos dans 32 pays européens, américains et asiatiques. En 2011, Eurofins pète un chiffre d'affaires de 829 millions d'euros avec un bénéf net de 57 millions. La boîte, désormais multinationale, doit beaucoup à Nantes depuis sa création en 1987: procédé de détection des vins frelatés né dans un labo de chimie de l'université, aides de la pépinière nantaise Créatic, soutien d'Atlanpole... Pour les vingt ans, en 2007, Eurofins est célébré comme «une belle preuve d'attachement à Nantes, "le berceau de l'entreprise"». * Le site de Nantes métropole titre alors en citant le



DG d'Eurofins: «Nantais? Plus que jamais». Fini, tout ce préchi-prêcha. L'ingratitude mène au Luxembourg. Mais pourquoi le Luxembourg? Pas pour de basses manœuvres fiscales, comme l'avancent de perfides observateurs financiers, le cabinet de conseil et d'analyse financière Proxinvest, et l'AGF, Association française de la gestion financière... Gilles Martin, le pédégé fondateur affirme à qui veut le croire que le déménagement n'est «pas, contrairement à certaines rumeurs et apparences, motivé par des raisons fiscales ou de droit des sociétés plus favorable aux actionnaires majoritaires au Luxembourg»**. Et puis, la fuite de Nantes ne faisait pas l'ombre d'un pli, chaque

activité étant déjà coiffée par une holding basée au Luxembourg. Ce n'est que la holding des holdings, le haut de l'emboîtement des poupées russes, qui déménage. En jargon de fugueur, ça s'appelle un «alignement avec la réalité opérationnelle». L'assemblée générale du 11 janvier 2012 n'a voté qu'à 85% pour cette expatriation. Un claque, en fait: le pédégé et sa famille détenant 62% des droits de vote, les autres actionnaires ont donc été bien plus nombreux à s'opposer qu'à approuver. Ces petits porteurs ne pigent rien à la réalité opérationnelle réalignée. ■

* Presse Océan, le 3 octobre 2007

** Les Échos, le 6 mars 2012

Errare financium nord est

Le luxe en bourgeois

Pour le pédégé d'Eurofins, Gilles Martin, ce transfert a une bonne raison: «Le centre de gravité économique du groupe s'est déplacé progressivement vers l'Europe du Nord.» Soit pile-poïl à Luxembourg. La nature et la géostratégie sont bien faites. Mais tout ce savant calcul, c'était avant les acquisitions de labos au Brésil et au Japon. Désormais, le véritable centre de gravité hésite entre les Bermudes, les îles Cook et Vanuatu, quelques-uns des véritables paradis fiscaux (le Luxembourg ayant officiellement été viré de la liste). Selon les calculs de Lulu, en pondérant le poids des labos dans le monde par une correction des variations saisonnières et un indice fiscal transnational, l'épicentre mondial d'Eurofins est situé à 15 milles au large des îles Canaries. Sûrement un hommage appuyé au foot nantais. ■

Pas perdre le nord

Le sale boulot lillois

Avec un siège luxembourgeois et non plus nantais, Eurofins évite la honte d'abriter la tête d'un groupe mêlant *success story* et sale boulot. Eurofins a pris le contrôle (65% du capital) de l'ex-Institut Pasteur de Lille, pour son savoir-faire sur les contrôles de l'eau. Mais le marché est en train de couler, paraît-il. Premiers effets: 63 licenciements en février 2011. Pas suffisant, 33 des 173 postes restant vont aussi passer à la trappe. Fin mars, les salariés ont défilé avec des pancartes «Pour engraisser ses actionnaires, Eurofins saigne ses salariés»*. Pourvu que ça se sache pas à Nantes. ■

* Nord-Éclair, le 30 mars 2012

Titrisation

La pratique du presse purée

LES politiques aiment bien recadrer les journalistes. Pas content que *Le Courrier de l'Ouest* ait titré «La gauche fait plier la majorité au conseil général», le président du département de Maine-et-Loire, l'UMP Christophe Béchu a dénoncé ce titre en séance publique, le 20 décembre, et proposé un titre à sa sauce. Taclé par son opposition, il s'échauffe: «Il n'est pas dans mes habitudes, comme certains, d'appeler des patrons de presse pour demander la mutation d'un journaliste. Je pense qu'une discussion à haute voix ici vaut mieux que toute autre remarque en privé...»*

À gauche, le président de Région Jacques Auxiettee a aussi la bile chaude: fin janvier, il se félicite de l'élection du nouveau maire d'Angers, Frédéric Beatse, en remplacement de Jean-Claude Antonini, démissionnaire. Auxiettee fustige aussi les critiques «injustifiées et mensongères et hélas largement colportées par certaines rédactions partisans qui ignorent la démocratie»**. Ce qui est marrant, c'est que ces deux gusses sont eux-mêmes patrons de presse et directeurs de publication de leurs gazettes, 1,47 million d'exemplaires pour le seul magazine régional, 355000 exemplaires pour le Maine-et-Loire. ■

* Ouest France, le 22 décembre 2011

** Ouest France, le 27 janvier 2012

INAUGURATION DU MÉMORIAL DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE



LATULULULU?

• TROIS PÔLES

Nantes.fr, mai 2012

Nantes se paie une «ferme en ville» cours Saint-Pierre avec animations agricoles pour faire comprendre aux gamins urbains que le rectangle panné surgelé n'est pas un poisson mais la bouse d'une vache facétieuse. Au programme de cette ferme temporaire, un pôle animal (basse cour, vaches, biquettes...), un pôle végétal (pommes à cidre, blé à pain...). Le troisième pôle, pour les filières de formation, c'est Pôle emploi. Quand un nouvel aéroport s'apprête à détruire des centaines d'emplois agricoles directs et induits, c'est de saison.

• LARVE-VAISSELLE

Ouest France le 6 mars 2012

À Plessé, à la cantine, un marmot a trouvé des vers dans son riz bio. Des larves de mites, en fait. «Pour se faire pardonner», le fournisseur de la cantine a «pris l'engagement de confectionner un repas amélioré pour Pâques». Un œuf en chocolat grouillant de vers de vase sans OGM, ça irait?

• SIX FEET UNDER LA POSTE

Ouest France, le 20 mars 2012

À Carquefou, au conseil municipal, ça discute de trucs graves. Comme l'idée de renommer la place du Vieux cimetière en place de la Poste. Autant dire une révolution. Certains défendent le patrimoine du cimetière, né au XIV^e siècle, mort en 1959. Mais pas que: «En tant qu'ancien salarié de la poste, je regrette qu'on puisse donner le nom d'une place publique à une entreprise», dit un élu d'opposition. Une manière d'enterrer la poste.

• RÉCHAUFFEMENT PEOPOLIQUE

Presse Océan, le 24 mars 2012

Les candidats aux jeux de chansonnette télévisée sont déjà considérés comme des stars. Voilà que les seconds rôles qui leur causent dans le poste le deviennent aussi. Grâce à *Presse-O*, merci *Presse-O*, le vrai gens a pu rencontrer en vrai des vrais salariés de TF1. Ça s'appelle une «journée de proximité» avec «un cocktail privilégié en leur présence» afin de «partager des moments privilégiés» avec Sandrine Quétier et Louis Bodin, deux animateurs, l'un people, l'autre météo. On peut toucher le crâne du monsieur de la météo, ça porte bonheur? Et pour embrasser une carrière de peopoliste, faut coucher?

• LAPSUS À LA CONSULAT

Presse Océan, le 29 février 2012

Petit compte rendu de petite manif intersyndicale contre l'austérité en Europe. Le cortège emprunte une voie inusitée des galoches de manifestants, la très patrimoniale rue Kervégan. C'est là que niche le consulat grec. Que *Presse-O* appelle «consulat de Grève». C'est vrai qu'avec des slogans comme «Nous sommes tous Grecs», ça tourne à l'appel à la grâce générale. On nage en pleine zone de flou sémantique...

• PIGEON VOTE

Le Nouvel Obs, 21 février 2012

Austérité. Création du Mécanisme européen de stabilité. À l'assemblée, les socialos se sont abstenus. Jean-Marc Ayrault, chef de file des députés PS a fait une sortie mémorable: «Notre abstention est dynamique, offensive. Le vote «non» aurait donné l'impression de ne rien décider». Va falloir qu'il explique aux électeurs vulgaires que pour les élections, s'abstenir, c'est agir de manière offensive. Voter, c'est l'immobilisme, la léthargie, le néant.

• AUTANT DE PLUS EN MOINS

Ouest France, le 8 février 2012

Joli titre pour ce bilan du salon du pinard à Angers: «Beaucoup de moins de monde au salon». La prochaine fois, pourvu qu'il n'y ait pas de moins en moins de populo en plus.

• LE COMMISSARIAT FÉLÉ

20 mn, le 31 janvier 2012, Presse Océan, le 16 février 2012

Trois piges après l'inauguration et un chantier de 30 millions d'euros, le commissariat central tombe en botte. La façade se fissure et menace d'estourbir le passant. Puis les ascenseurs sont mis aux arrêts de rigueur, le standard téléphonique se met en rideau et le stand de tir est condamné alors que sont repérées des infiltrations d'eau dans les sous-sols. S'approcher du commissariat est donc dangereux. Ce n'est pas la première fois. En 1999, le procureur avait procédé à une perquisition et mis la main dans les placards sur un pied de table et un casque de chantier que le magistrat soupçonne d'être dédiés aux interrogatoires sans traces et aux gardes à vue percutantes. En 2004, après un service un peu arrosé lors d'un match de foot, les policiers bourrés jouent avec leur pétard de service dans la «salle de repos». Un mort. Un coup de flingue de service a tué le collègue.

Cette fois, c'est le bâtiment qui se s'occupe de cogner. Au hasard. «Un périmètre de protection a donc été établi et des sangles ont été posées en façade afin de prévenir tout accident en cas de récurrence.» Récidive? Si le commissariat a déjà fauté, avec un casier rempli, faut le mettre tout de suite en préventive. On le jugera plus tard, en lui raccordant, bien sûr, sa présomption d'innocence à titre rétroactif. Et comme les innocents ont parfois les mains pleines, vaudrait mieux prendre ses empreintes.

L'étoile à neuf pointes au catalogue

Vous venez d'emprunter un bouquin au centre de cosmologie personnelle. Euh pardon, en fait, c'est la bibliothèque municipale. Et question ambiance, c'est pas très épanouissement et conscience de soi.



Julevernium Le nucléaire en sous marin

Premier partenaire industriel, doté de la moitié des surfaces du technocampus, la DCNS pèse lourd dans le projet IRT Jules-Verne. Du lourd, ou du reloup nucléaire ?

Les PME peuvent s'agiter pour faire de la figuration. Le gros opérateur est militaro industriel : la DCNS, l'arsenal d'Indret. Pour « réindustrialiser la France » à coup de recherche et d'innovation, l'IRT (institut de recherche technologique) Jules-Verne fait dans le naval, l'aérien, l'auto et l'énergie. Manque juste un mot : nucléaire, totalement absent de la com officielle de ce groupement de labos de recherche, d'industrie, d'universités et de grandes écoles. Cet IRT entend drainer plus de 350 millions d'euros en dix ans. Voire 500 millions, selon le fabricant de sous-marins nucléaires qui y est en pôle position et a prévu un apport de 17,5 millions : « DCNS sera le premier contributeur industriel de cet IRT et du technocampus Océan qui l'accueille », annonce le site de la direction des constructions navales, dotée d'un S depuis que Thalès est entré en force au capital. DCNS Research va caser ses 150 ingénieurs et techniciens sur plus de la moitié du technocampus. C'est dire son poids dans le projet. Parmi les neuf membres fondateurs de l'IRT, le boss de l'arsenal d'Indret a été chargé de la gouvernance. Un signe.

Mais si le Commissariat à l'énergie atomique est aussi partenaire, tout l'art des Jules balivernes sait taire les thèmes non porteurs.

L'actualité a ainsi englouti une annonce à la trompette : le projet mirifique fabuleux mirobolant de centrale nucléaire sous marine, dénommé Flex Blue, disparu des radars depuis un certain mois de mars 2011 où Fukushima a légèrement déglamourisé tout machin nucléaire. Deux mois avant pourtant, l'avènement de la technologie atomique enfouie sous les planctons est vantée par son promoteur qui dit avoir planché en secret depuis deux ans et demi. Les gazettes relaient : « En s'appuyant sur la technologie des sous-marins nucléaires, leur constructeur DCNS, associé à Areva, EDF et au CEA, a pour objectif de fabriquer un premier prototype en 2013 pour une mise en service en 2017. » Un genre de saucisse en acier de 100 m de long, à immerger entre 60 et 100 m sous le plafond des vagues, près des côtes, sans personne à bord. À construire en série, en moins de deux ans, pour quelques « centaines de millions d'euros » l'unité, ce qui le fait qualifier de *low cost*. Chacun a son sens du pas cher. La construction se ferait à l'arsenal de Cherbourg qui réalise déjà nos sous-marins atomiques cocorico. Mais « d'autres établissements de DCNS seraient impliqués, comme Nantes-Indret, spécialisé dans les systèmes propulsifs et les chauffe-ries »**. Face au risque radioactif pour les planctons, les poiscailles et leurs copains, DCNS assure que l'eau étant « une barrière naturelle » aux radiations, et qu'il « suffit de noyer le réacteur ». Ce qui s'appelle noyer le poisson.

* Le Figaro, le 20 janvier 2011

** Mer et marine, le 20 janvier 2011



même si ce stage a constitué pour certains « un bol d'air qui changeait de la pression habituelle ». Pittoresque, l'ennéagramme ? Ses vertus nichent dans un sigle coincé dans une rondelle, étoile à neuf pointes piquée chez les Soufis, dérivée d'un mix fumeux de psy et d'ésotérisme. Au bout de chacune des pointes de la figure, des traits de personnalité compulsive avec « un ordre précis de passage d'un point à un autre pour effectuer le travail sur soi sous la conduite d'un professeur », note l'Adfi, association de défense de la famille et de l'individu. « Une figure géométrique constituée par un polygone et un triangle inscrits dans un cercle (qui) vise à dresser

une cartographie de l'esprit humain en classant les individus en neuf types de personnalités. L'ennéagramme est présent dans différentes méthodes apparentées au coaching et est souvent associé à d'autres techniques psychologiques telle que la PNL, programmation neurolinguistique, note la Miviludes. Ces pratiques de soins ou de bien-être non réglementées et non validées scientifiquement peuvent conduire à des dérives, soit en raison de leur dangerosité propre, soit en raison de l'absence de formation réglementée ou validée des praticiens qui les mettent en œuvre.

Charlatania

Pour la formation des bibliothé-

Bachar Al-Bouchet

L'extrême chauve rouge brun

Entre le national bolchévisme, le diable probablement, la magie sexuelle d'un poète maudit, le Front national et autres mouvances, Christian Bouchet est extrêmement mouvant.

ON l'a vu à la tête de groupuscules comme Troisième voie, Nouvelle résistance (fondé en 1991 sur une ligne anti FN), et Unité radicale jusqu'avant la dissolution en 2002*, mais aussi au MNR de Bruno Mégret pour qui il est candidat en 2001 à Rezé aux cantonales. Il a rallié le FN, par la petite porte, à la fin des années 2000. Christian Bouchet est un vieux cheval de retour de l'extrême extrême droite, « nationaliste révolutionnaire ». Au sein de la maison d'édition Ars magna, il publie des auteurs sympas comme le nazi Otto Strasser, Georges Valois, fondateur de la première ligue fasciste française, ou l'intello Julius Evola, fasciste puis nazi. Bouchet, lui, se déclare anti-yankee et anti-sioniste, ce qui ne lui fait pas que des copains aux FN. Le voilà responsable des élections au FN de Loire-Inférieure, candidat lui-même aux prochaines législatives dans la circonscription Nantes ouest. Il a rejoint la direction nationale en octobre 2010, puis l'équipe de campagne de Marine Le Pen, même si certains caciques du Front le trouvent vraiment peu fréquentable. Pour le renouvellement du look du parti, on repassera.

Son « islamophilie », comme disent ses opposants dans la famille d'extrême droite, va jusqu'à un soutien aveugle au placide



régime syrien. L'été dernier, il y était en Syrie où règne, non pas une répression sanguinaire, mais « un climat de calme et de modernité », selon le site infosyrie** qui publie son récit de voyage enchanté. Ce qu'a vu Bouchet à Damas : « Pas de police, pas d'armée, pas le moindre signe de troubles politiques », concédant qu'il y a peut-être du schprountz répressif, qu'il n'a pas vu, et « géographiquement très limité et de faible importance, et dans nos médias tout est, à l'évidence, monté en épingle par la Propaganda Staffel du Grand Occident, pour renverser un État important de l'Axe du mal ».

À l'extrême-droite de Satan

Bouchet, lui est plutôt branché axe de l'occulte. A Château-Thébaud où il habite, Christian Bouchet reçoit régulièrement des adeptes de l'occultiste anglais Aleister Crowley (1875-1947), alias « Suprême et Saint Roi de l'Irlande, Iona et de toutes

caires, ces trois méthodes ont été revendiquées et appliquées par Edith Guillerme**, la formatrice choisie par le CNFPT, Centre national de formation professionnelle territoriale. Interrogée par Lulu, la direction de la médiathèque renvoie au donjon de la communication municipale pour une réponse langue de bois : « Pour la Ville, cette formation s'est déroulée dans le cadre normal avec cet organisme prestataire reconnu pour la formation de son personnel. » Circulez, y a rien à voir. Au CNFPT, Catherine Gautier qui a fait le casting de la formatrice outillée ésotérique à neuf pointes, méthodes neuro machin et transactiobidule, « ces outils ne sont pas suspects. Seuls pourraient l'être ceux qui les utilisent, ce qui n'est pas le cas. Nos intervenants sont au-delà de tous soupçons. Nous sommes très vigilants. Pas question de manipuler qui que ce soit. » Faut pas se gourou, euh, se gourer (pardonnez ce lapsus neuro linguistique). ■

* Le camp des saints de Jean Raspail, voir Lulu N°72, « J'irai cracher sur vos livres ».

** Elle est aussi intervenue à l'Institut régional d'administration.

les Breagnes dans le *Mystère de la Gnose*», poète et mage noir, « *Saint de Satan* » mêlant hermétisme et autres lubies occultistes. Un illuminé soutenu par l'Union des fascistes britanniques (et par ailleurs lié au Nantais Marcel Schwob qui a traduit son ami anglais). Spécialiste français de Crowley, Bouchet anime depuis les années 1980 le bulletin ésotérique *Théléma*, publie beaucoup sur Crowley, définissant la magie sexuelle sous l'effet de champignons hallucinogènes comme « une gnose, une forme de mysticisme, d'illuminisme ou une technique de réalisation spirituelle ». Il mêle le système magique de la Golden Dawn (ou Ordre Hermétique de l'Aube Dorée, dissident de la Rose-Croix) à un apport oriental, bouddhiste, tantrique. Les actuels disciples de Crowley sont scindés en deux obédiences : l'Astrum Argentum, scission de la Golden Dawn, et l'Ordo Templis Orientis « paramaçonnique, issu du templarisme allemand mâtiné de tantrisme », où Bouchet dit se limiter à une « ethnologie participative et d'immersion » pour mieux étudier ces mouvances. C'est mouvant, en effet. ■

*Après qu'un de ses membres, Maxime Brunerie ait tenté le 14 juillet de flinguer Chirac, alors président.

** Site créé par Frédéric Chatillon, ancien du GUD, ami de Marine Le Pen du temps de leurs études de droit à la fac d'Assas, associé à la com du FN au sein de son agence de com Riwal.

T'as pas cent balles Le brigadier gum gun dum dum

Ce flic tireur de gomme-cogne a appliqué la théorie des baïonnettes imbéciles. Relâché.

MATHIEU Légglise a repris du service. Il va bien, merci. Ce policier se retrouve blanchi, relâché après avoir été accusé d'avoir mutilé un lycéen dans une manif en 2007. D'accord, le tribunal ne l'a pas cru quand, coup de théâtre, sur une vidéo à l'audience, il s'est mis à reconnaître une autre victime, qui aurait eu l'avantage de ne plus pouvoir se retourner contre lui, plus de quatre ans après. Pour la justice, c'est donc bien lui, Mathieu Légglise qui, encaoulé en uniforme, a tiré sur Pierre qui en a perdu la vue de l'œil droit. Mais cette mutilation n'encourt aucune remontrance: le mainteneur de l'ordre n'a fait que son boulot, exécutant l'ordre de sa hiérarchie. Ça tombe bien, ses supérieurs n'ont pas été inquiétés par la plainte, et désormais, là encore, c'est trop tard. À l'audience, son avocat a plaidé en insistant sur le côté brave gars, pas fut' fut', presque limité du bulbe, de son client. Son grade de simple agent de police, sa formation juridique archi sommaire, d'où une incapacité à refuser d'obéir, infichu de jauger si ce qu'on lui demande est «un acte commandé par l'autorité légitime» ou «manifestement illégal». D'autant que le substitut du procureur lui a préparé le terrain, récusant par avance l'usage de la «théorie des baïonnettes intelligentes». Car si

le troufion ou l'argousin se met à penser, à contester les ordres, c'est la mort du petit cheval, de la discipline et de l'ordre dans

les forces de l'ordre. Ce procès est un encouragement à la police bête et méchante, mais surtout obéissante. ■

Un calibre, cet avocat

Du barreau au stand de tir, la parole est à la légitime défense.

DÉFENSEUR du flic, Laurent-Franck Liénard est avocat très spécialisé, diplômé de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (un creuset de l'idéologie sécuritaire), officier de réserve de gendarmerie, conférencier dans les écoles de police et d'officiers de police, formateur juridique au GIPN, à la Gendarmerie, pour la Royale. Il ne se contente pas de dégainer le code pénal, il tire volontiers lui-même, s'affirmant «membre de l'Association internationale des instructeurs de tir de police (IALEFI) et Master Instructor Taser.» Il est aussi auteur d'un bouquin, «Force à la loi, analyse juridique et judiciaire du port et de l'usage des armes par les forces de l'ordre» aux éditions Crepin-Leblond, un ma-

nuel pour trouver le cadre légal à la violence policière, et qui se présente comme: «un véritable guide de procédure opérationnelle à la disposition des personnes en charge de la sécurité de notre pays. Il apportera des réponses concrètes et précises aux nombreuses questions que tout agent de la force publique est en droit de se poser. Loin du politiquement correct, ancré dans la réalité, ce livre commence là où la théorie s'arrête». Le chevalier de l'ordre défend par ailleurs qu'«il faut armer, à chaque heure de service, les policiers municipaux. J'irai même plus loin en affirmant que le port d'arme doit être étendu aux périodes où les policiers ne sont pas en service.». Ce qui trouve un écho aux déclarations à la barre de son client Mathieu Légglise. Quand le président du tribunal lui rappelle que son superflashball a été créé après les émeutes de 2005, où des policiers ont essuyé des coups de feu, pour atteindre quelqu'un à 40 ou 50m, Légglise rétorque que ça ne sert à rien, que dans un cas pareil, lui dégage illico son arme de service. Feu à volonté. ■



Ni Une ni deux

Faire mentir la légende

«Απίστευτη παραληροφόρηση από τη γαλλική εφημερίδα Ouest France»*.
Ni Une ni deux.

OUEST FRANCE ne vous cache rien. Sauf quand une manif vient lui badigeonner l'arrogance au petit matin. Interpellés pour une légende de photo de Une qui a falsifié la réalité**, les dirigeants d'Ouest France ont reconnu l'erreur, mais sans publier le moindre démenti ni rectificatif. Au petit matin, un barbouillage en règle de la vitrine du journal à Nantes a étalé œufs pourris, pinturlure et affiches dénonçant «tous les médias qui mentent». Rappel: les Grecs en pétard ont trouvé des Européens solidaires. Ceux de la rue. Après les manifs du 18 février, en soutien au peuple grec, que les seigneurs d'Europe veulent soumettre sous l'austérité punitive, les médias français et allemands ont lancé un concours, remporté ex-aequo par Ouest France et la Süddeutsche Zeitung, alias SZ. Tous deux publient à leur Une la même photo de l'AFP prise square Syntagma à Athènes, où une dizaine de Grecs brandissent les lettres «WE THANK YOU» remerciant les 40 villes d'Europe qui ont manifesté. Les journaux ont carrément truqué la légende. Ouest France écrit: «Le message de ces jeunes Grecs devant le parlement d'Athènes résonne comme un appel au secours. Aujourd'hui, l'Eurogroupe et le FMI leur diront s'ils ont raison d'espérer en ava-

lisant ou non le deuxième plan de sauvetage». Même truquage pour le quotidien allemand qui interpète la photo: «C'est pas tous les jours qu'un pays se voit exonérer de ses dettes et qu'on lui accorde un crédit se chiffrant en milliards. À Athènes, des Grecs remercient l'Europe». Hors compétition, la chaîne publique grecque a vu ça comme un geste de solidarité avec «les efforts du pays quant aux réformes», C'est sur qu'on remercie toujours poliment quand on se fait marcher dessus. À chaque fois, plus qu'un contre-sens, la manipulation

journalistique est complète: ce merci brandi dénonce justement l'austérité imposée autoritairement au détriment, détruitement devrait-on dire, du peuple grec, tout en faisant la part belle aux banques. Craignant de se faire entarter, le pédégé François-Régis Hutin serait arrivé au boulot avec un masque emprunté à son petit fils, un fripon qui lui a refilé un masque des Indignés. C'est une légende, bien sûr. ■

* «Distorsion honteuse par le quotidien Ouest France»
** publié le 20 février 2012



Bizutages

La rentrée humiliante

Point de vie, brimades du monde à l'école dentaire et à l'école de communication visuelle

BIENVENUE dans les centres d'apprentissage de la docilité et de la domination. Même si certains ne voient le bizutage que comme un moyen de soutenir le commerce de sacs poubelles et son stylisme trash. Étudiants en fac dentaire, à l'École de communication visuelle, mais aussi en pharma ou à l'école d'archi, vous n'entrez qu'en ayant été humiliés, collectivement, en public. Savoir subir, ça s'apprend. L'association nationale contre le bizutage vient de tomber sur deux vidéos d'étudiants nantais, depuis retirées de YouTube, mettant en scène des apprentis dentistes encaoulés, des étudiantes à genoux devant des garçons, à qui il a été imposé de mimer une fellation. Autres images: «une simulation de flagellation avec élèves à quatre pattes dans la rue, un garçon habillé en fille, élèves assis salis horriblement, élèves faisant des pompes dans la rue, une bataille de farine, élèves en tenue SM dans la rue avec un garçon les fesses à l'air», note l'asso qui a dénoncé ces actes humiliants et sexistes. Pour la farine, passe encore. Tout le reste a des relents de frustration sexuelle et de test de docilité.

une «sortie entre étudiants comme ça se fait ailleurs». Ce qui tenterait de dégager la responsabilité de la fac. Tous les ans, les étudiants sont prévenus que c'est strictement interdit. Mais à l'école dentaire, «pas eu le temps de faire plus», ça se limite à une simple affiche... Avec l'efficacité qu'on voit. Chaque rentrée, l'académie ouvre aussi un numéro vert pour se plaindre de pratiques dégradantes dans son établissement. La ligne n'est jamais débordée. Les 130 assos étudiantes sont aussi avisées par la présidence de l'université que le bizutage, ça ne se fait pas.

Reste que ça existe toujours et que les filles sont les premières victimes de ces fantasmes sexuels imposés. Les bizuteurs parlent toujours d'esprit bon enfant, de fête de rentrée, utilisent le mot «intégration», puisque le bizutage est interdit. La loi qualifie de bizutage le fait «d'amener autrui, contre son gré ou non, à subir ou commettre des actes humiliants ou dégradants». Une infraction qui peut valoir à ses auteurs jusqu'à six mois ferme et 7500 euros d'amende. Si certains établissements la jouent plus soft, le fond ne change pas. Il faut obéir aux injonctions les plus débiles, avec toujours un rapport de domination, une contrainte sous pression du groupe, le tout présenté comme une tradition et l'enjeu de souder la promo. Celles et ceux qui subissent trouvent parfois ça malsain. Voire insupportable, mais craignent les représailles pour avoir refusé le rituel. Ils voudraient bien qu'on les laisse tranquilles, mais ils n'osent pas supplier, même à genoux. ■

L'administration roulée dans la farine

À l'école dentaire, la responsable administrative hésite: Emmanuelle Hubert réprovoque ces «dérapages inadmissibles», choquée en tant que femme et mère de famille, une enquête est en cours, mais de l'autre, elle laisse entendre que ce ne serait pas vraiment du bizutage, qui plus est pas dans l'établissement, juste

Qui ça ?

Ont œuvré à ce numéro: Jules de chez Smith, Alan Greenspanne, Nicolas de la Casinière, Tony Bintje, Gwen Blossse, Victor, Sophie Nasri, Pich, Fred Crayon.
Mise en page: Pascale Hibrage.
Directeur de publication: Nicolas de la Casinière.
N° ISSN:1270-4911 - N° CCPAP: 0211 G 88321
La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.
Tirée à 3000 ex. sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, Z.A. Pôle Sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.
Les archives du journal sont sur lalettrealulu.com
Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, redistribués, si possible avec mention de l'origine.



Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
.....
email :
chèque à l'ordre de
La Lutte à Leuleu
11 rue des Olivettes
44000 Nantes